CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 77.873/2/V
du 16 juillet 2025

sur

un projet d'arrêté royal 'relatif à la carte de légitimation des fonctionnaires de l'administration générale des douanes et accises revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 77.873/2/V
van 16 juli 2025

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de legitimatiekaart van de ambtenaren van de algemene administratie van de douane en accijnzen die de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie bezitten'

‡LW-BIHZQCFEA-HHIHDVT‡

Le 17 juin 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie nationale et des Institutions culturelles fédérales à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 1er août 2025 sur un projet d'arrêté royal 'relatif à la carte de légitimation des fonctionnaires de l'administration générale des douanes et accises revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 16 juillet 2025. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Pierre-Olivier DE BROUX, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît LAGASSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 16 juillet 2025.

*

Op 17 juni 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën en Pensioenen, belast met de Nationale Loterij en de Federale Culturele Instellingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege * verlengd tot 1 augustus 2025 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de legitimatiekaart van de ambtenaren van de algemene administratie van de douane en accijnzen die de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie bezitten'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 16 juli 2025. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Pierre-Olivier DE BROUX, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît LAGASSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 16 juli 2025.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

‡LW-BIHZQCFEA-HHIHDVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Les modèles de carte de légitimation, reproduits dans l'annexe de l'arrêté, contiennent des mentions en langue française, néerlandaise et allemande. Cette réglementation semble dès lors constituer une « affaire d'ordre général » qui concerne l'application des lois 'sur l'emploi des langues en matière administrative', coordonnées du 18 juillet 1966 et qui, pour cette raison, devra également encore être soumise à l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique, en application de l'article 61, § 2, de ces lois coordonnées [1].

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1er, alinéa 1er, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DU PROJET

Article 1er

De l'accord du délégué, la disposition examinée sera complétée pour préciser que la qualité est celle d'« officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur du travail » et non uniquement « Officier de Police Judiciaire Auxiliaire du Procureur du Roi ». La même observation vaut pour l'article 3, alinéa 2, 1°.

[1] En ce sens, voir notamment l'avis 66.580/1 donné le 11 octobre 2019 sur un projet d'arrêté royal « établissant le modèle de la carte de légitimation des membres du personnel chargés de la collecte d'informations statistiques pour la Direction générale Statistique – Statistics Belgium du Service Public Fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie ».

‡LW-BIHZQCFEA-HHIHDVT‡

Article 2

Interrogé sur l'intention de confier au président du Comité de direction du Service public fédéral Finances le soin de fixer la période de validité de la carte de légitimation, le délégué a indiqué qu'il serait préférable que la durée générale de validité de la carte de légitimation soit mentionnée dans le projet d'arrêté royal et a proposé de compléter l'article 2 du projet comme suit :

> « § 2. La carte de légitimation a une période de validité de 5 ans commençant à courir à compter de sa date de délivrance ».

La section de législation peut se rallier à cette proposition sous la réserve qu'il est inutile de diviser l'article concerné en paragraphes dès lors que chacun de ceux-ci ne comporterait qu'un seul alinéa.

Article 3

À l'alinéa 2, 2°, comme suggéré par le délégué, mieux vaudrait remplacer les mots « période de validité » par « date d'expiration ». L'annexe sera également modifiée en ce sens.

Article 4

1. Les versions française et néerlandaise du 2° ne correspondent pas totalement. Le projet sera adapté à la lumière de cette observation.

2. Au même 2°, de l'accord du délégué, il sera précisé que la qualité est celle d'« officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur du travail » et non uniquement « Officier de Police Judiciaire ». La même observation vaut pour l'article 6, § 1er, alinéa 1er, 3°.

3. Au 3°, interrogé sur la raison d'être des mots « au nom du ministre », le délégué a indiqué :

> « Dans le cadre de la convention de gestion, le président du Comité de direction agit au nom du Ministre des Finances. En outre, ce renvoi au Ministre apparaît également sur la carte de légitimation telle que reprise à l'annexe de l'arrêté ministériel précité du 17 août 2022. Dans un souci d'uniformité et de cohérence interne au sein du SPF Finances, il semble donc indiqué que les cartes renvoient au Ministre ».

‡LW-BIHZQCFEA-HHIHDVT‡

Article 6

1. Invité à expliciter la situation visée au paragraphe 1er, alinéa 1er, 4°, le délégué a indiqué :

> « La situation visée est celle dans laquelle un fonctionnaire perd sa carte et la retrouve par la suite. Dans ce cas, le fonctionnaire qui a entre-temps demandé une nouvelle carte doit renvoyer l'ancienne au président du Comité de direction. Toutefois, dans un souci de clarté le terme 'renouvellement' qui pourrait laisser entendre que la carte originale a été renvoyée pourrait être utilement remplacé par 'remplacement' ».

Par souci de clarté, mieux vaudrait rédiger le 4° comme suit :

« en cas de perte, lorsque la carte est retrouvée après son remplacement ».

2. Interrogé sur les raisons pour lesquelles c'est le président du Comité de direction, et non le ministre, qui retire temporairement la carte de légitimation, le délégué a répondu :

> « Dès lors que le président du Comité de direction délivre la carte de légitimation conformément à l'art. 1er, il semble cohérent que le même président la retire temporairement. Cette disposition ne concerne donc pas le motif fondant retrait de la carte ».

3. Au paragraphe 1er, alinéa 2, dans la version française, il y a lieu d'écrire « de la survenance de l'un des motifs visés à l'alinéa 1er » et non « de l'occurrence de l'un des motifs visés au § 1er, alinéa 1er ».

4. Au paragraphe 2, alinéa 1er, le mot « calendaires », qui est superflu, sera omis [2].

Annexe

L'auteur du projet veillera à mentionner l'intitulé de l'arrêté royal dans l'intitulé de l'annexe et dans la formule l'accompagnant.

*

[2] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires,* www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 95.

‡LW-BIHZQCFEA-HHIHDVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

De modellen van legitimatiekaart, zoals weergegeven in de bijlage bij het besluit, bevatten vermeldingen in het Nederlands, het Frans en het Duits. Deze regeling lijkt derhalve een "zaak van algemene aard" uit te maken die betrekking heeft op de toepassing van de wetten 'op het gebruik van de talen in bestuurszaken', gecoördineerd op 18 juli 1966, en die om die reden met toepassing van artikel 61, § 2, van die gecoördineerde wetten eveneens nog om advies aan de Vaste Commissie voor Taaltoezicht zal moeten worden voorgelegd.[1]

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving voorgelegd worden overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State'.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Artikel 1

De gemachtigde heeft beaamd dat de voorliggende bepaling aldus aangevuld moet worden dat verduidelijkt wordt dat het gaat om de hoedanigheid van "officier van gerechtelijke politie hulpofficier van de procureur des Konings en van de arbeidsauditeur" en niet louter om de hoedanigheid van "Officier van Gerechtelijke Politie Hulpofficier van de Procureur des Konings". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 3, tweede lid, 1°.

Artikel 2

Op de vraag of het de bedoeling is om het aan de voorzitter van het directiecomité van de federale overheidsdienst Financiën over te laten om de geldigheidstermijn van de legitimatiekaart te bepalen, heeft de gemachtigde geantwoord dat het beter zou zijn om in het

[1] Zie in die zin met name advies 66.580/1 van 11 oktober 2019 over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het model van de legitimatiekaart van de personeelsleden belast met het verzamelen van statistische informatie ten behoeve van de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie".

‡LW-BIHZQCFEA-HHIHDVT‡

ontwerp van koninklijk besluit de algemene geldigheidsduur van de legitimatiekaart te vermelden en heeft hij voorgesteld om artikel 2 van het ontwerp als volgt aan te vullen:

> "§ 2. De geldigheidstermijn van de legitimatiekaart bedraagt 5 jaar en gaat in op de datum van afgifte ervan."

De afdeling Wetgeving kan instemmen met dat voorstel onder het voorbehoud dat het overbodig is om het betrokken artikel onder te verdelen in paragrafen, aangezien elke paragraaf maar uit één lid zou bestaan.

Artikel 3

Zoals de gemachtigde voorgesteld heeft, zou het beter zijn om in het tweede lid, 2°, het woord "geldigheidstermijn" te vervangen door het woord "vervaldatum". De bijlage moet ook in die zin gewijzigd worden.

Artikel 4

1. De Nederlandse en de Franse tekst van onderdeel 2° stemmen niet helemaal overeen. Het ontwerp moet in het licht van deze opmerking aangepast worden.

2. De gemachtigde heeft beaamd dat in datzelfde onderdeel 2° vermeld moet worden dat het gaat om de hoedanigheid van "officier van gerechtelijke politie hulpofficier van de procureur des Konings en van de arbeidsauditeur" en niet louter om de hoedanigheid van "Officier van Gerechtelijke Politie". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6, § 1, eerste lid, 3°.

3. Gevraagd naar het waarom van de woorden "namens de minister" in onderdeel 3°, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "Dans le cadre de la convention de gestion, le président du Comité de direction agit au nom du Ministre des Finances. En outre, ce renvoi au Ministre apparaît également sur la carte de légitimation telle que reprise à l'annexe de l'arrêté ministériel précité du 17 août 2022. Dans un souci d'uniformité et de cohérence interne au sein du SPF Finances, il semble donc indiqué que les cartes renvoient au Ministre."

Artikel 6

1. Op de vraag welke situatie bedoeld wordt in paragraaf 1, eerste lid, 4°, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "La situation visée est celle dans laquelle un fonctionnaire perd sa carte et la retrouve par la suite. Dans ce cas, le fonctionnaire qui a entre-temps demandé une nouvelle carte doit renvoyer l'ancienne au président du Comité de direction. Toutefois, dans un souci de clarté le terme 'renouvellement' qui pourrait laisser entendre que la carte originale a été renvoyée pourrait être utilement remplacé par 'remplacement'."

‡LW-BIHZQCFEA-HHIHDVT‡

Ter wille van de duidelijkheid zou onderdeel 4° beter als volgt gesteld worden:

"in geval van verlies, wanneer de kaart teruggevonden wordt na een vervanging".

2. Op de vraag waarom het de voorzitter van het directiecomité, en niet de minister, is die de legitimatiekaart tijdelijk intrekt, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "Dès lors que le président du Comité de direction délivre la carte de légitimation conformément à l'art. 1er, il semble cohérent que le même président la retire temporairement. Cette disposition ne concerne donc pas le motif fondant retrait de la carte."

3. In de Franse tekst van paragraaf 1, tweede lid, schrijve men "de la survenance de l'un des motifs visés à l'alinéa 1er" en niet "de l'occurrence de l'un des motifs visés au § 1er, alinéa 1er".

4. In paragraaf 2, eerste lid, is de precisering dat het om "kalenderdagen" gaat overbodig. Het woord "kalenderdagen" moet dan ook vervangen worden door het woord "dagen".[2]

Bijlage

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat het opschrift van het koninklijk besluit vermeld wordt in het opschrift van de bijlage alsook in de formule "Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRESIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE Patrick RONVAUX

[2] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 95.

‡LW-BIHZQCFEA-HHIHDVT‡